



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Jeudi 13 Avril 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

La première banque publique algérienne agréée à l'étranger

La filiale de la banque nationale d'Algérie (BNA) au Sénégal, la banque algérienne sénégalaise, a obtenu l'agrément des autorités monétaires sénégalaises, devenant ainsi la première banque publique algérienne agréée à exercer son activité à l'étranger, en attendant l'ouverture d'autres banques prochainement, a indiqué le président du conseil d'administration de la banque, directeur général de la BNA, Mohamed Lamine Lebbou.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

CPA: ouverture d'un espace de services digitaux à Bab Ezzouar

Le Crédit Populaire d'Algérie (CPA) a procédé à l'inauguration de son troisième espace digital en libre-service, dans le cadre de la dématérialisation et l'amélioration des services de cette banque publique.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

BDL: organisation des journées de sensibilisation et "d'éducation financière" durant le Ramadhan

La Banque de Développement Local (BDL) organise, durant tout le mois de Ramadhan, au niveau de l'ensemble du territoire national, des journées de sensibilisation et "d'éducation financière" en direction du grand public visant à vulgariser les différentes prestations bancaires en rapport avec l'inclusion financière, a indiqué un communiqué de cette banque publique.



Finances : La première banque publique algérienne agréée à l'étranger

La filiale de la banque nationale d'Algérie (BNA) au Sénégal, la banque algérienne sénégalaise, a obtenu l'agrément des autorités monétaires sénégalaises, devenant ainsi la première banque publique algérienne agréée à exercer son activité à l'étranger, en attendant l'ouverture d'autres banques prochainement, a indiqué le président du conseil d'administration de la banque, directeur général de la BNA, Mohamed Lamine Lebbou.



Transferts internationaux de Fonds : L'apport des algériens a augmenté de 3,8% en 2022

Toutefois, l'on est loin des +10,2 % enregistrés en 2021. En ce qui concerne l'Algérie, les estimations de l'organisme international ont ainsi mis à jour le fait que les transferts des Algériens s'élèvent à environ 1,829 milliard de dollars en 2022, contre 1,759 milliard en 2021. Les transferts des Algériens vers leur pays d'origine a ainsi augmenté d'environ 70 millions de dollars, avec un taux de croissance estimé à 3,82%, entre 2021 et 2022.



La banque algérienne sénégalaise : Première banque publique algérienne agréée à l'étranger

La filiale de la Banque nationale d'Algérie (BNA) au Sénégal, la Banque algérienne sénégalaise, a obtenu l'agrément des autorités monétaires sénégalaises, devenant ainsi la première banque publique algérienne agréée à exercer son activité à l'étranger, en attendant

l'ouverture d'autres banques prochainement, a indiqué le président du conseil d'administration de la banque, directeur général de la BNA, Mohamed Lamine Lebbou. Il a souligné que «le 11 avril, la Banque algérienne sénégalaise a obtenu l'agrément des autorités sénégalaises, signé par le ministre sénégalais des Finances, devenant ainsi la première banque 100% algérienne agréée à l'étranger».



CPA : Ouverture d'un espace de services digitaux à Bab Ezzouar

Le Crédit Populaire d'Algérie (CPA) a procédé à l'inauguration de son troisième espace digital en libre-service, dans le cadre de la dématérialisation et l'amélioration des services de cette banque publique. La cérémonie d'inauguration s'est déroulée mardi soir à la Cité 5 Juillet près de l'agence de la banque à Bab Ezzouar, en présence du DG du CPA, Ali Kadi, du président du Conseil d'administration, Abdelkrim Mahtali, et de nombreux cadres.



Déclarations aux impôts des résultats et revenus de l'exercice 2022 : Les délais prorogés jusqu'au 31 mai

La direction des impôts a annoncé la prorogation, jusqu'au 31 mai 2023, les délais de dépôt des bilans annuels des entreprises pour l'exercice 2022. Les contribuables disposent, ainsi, d'un mois supplémentaire pour accomplir leurs obligations de déclaration et de paiement aux services des impôts.



Pr. Guendouzi à propos de l'adoption de la nouvelle loi monétaire et bancaire : « Renforcer l'autorité monétaire du pays »

La révision de la loi sur la monnaie et le crédit, désormais appelée Loi monétaire et bancaire, « intervient à un moment crucial de l'évolution de l'économie nationale », souligne Brahim Guendouzi professeur d'économie à l'université de Tizi-ouzou. Les enjeux en termes de croissance, de diversification et d'investissement « font que l'institution Banque d'Algérie soit devenue la pierre angulaire de l'édifice monétaire et financier, pilier du système économique ». Les changements apportés, explique l'économiste, « vont logiquement introduire de nouveaux mécanismes particulièrement en matière de gouvernance.



[Souhil Meddah à propos du mandat du gouverneur de la BA : «Conforme aux cycles de changements ou de grandes mutations locales et extérieures»](#)

Le projet de loi monétaire et bancaire, dans un nouveau article, 13 bis, exige la prestation de serment par le gouverneur de la Banque d'Algérie et ses vice-gouverneurs. Aussi, la durée du mandat du gouverneur de la Banque d'Algérie (BA) et de ses vice-gouverneurs est fixée à cinq (5) renouvelable une seule fois.

En cas d'incapacité dûment constatée ou de faute lourde, le gouverneur et chacun des vice-gouverneurs sont relevés de leurs fonctions. Sollicité par La Patrie news, Souhil Meddah, expert en ingénierie financière, souligne que le contexte dans lequel la loi sur la monnaie et du crédit «devait s'adapter pour répondre aux besoins opérationnels, organisationnels et à travers ses engagements juridiques ».



[Pétrole](#)

[Le baril à 100 dollars en 2024?](#)

Ce niveau du prix du baril d'or noir permettrait au pays de consolider ses équilibres financiers, notamment et bonifier ses réserves de change.

Le dernier coup d'éclat de l'Opep+ a mis le feu aux prévisions des prix du pétrole. Les pronostics vont bon train. Le prix d'un baril à 100 dollars refait désormais à nouveau surface. Avec insistance.



[Impôts en Algérie : le délai des déclarations annuelles prolongé à cette date](#)

La Direction générale des impôts vient de rallonger le délai de la souscription des déclarations annuelles. Dzair Daily vous détaille le communiqué de la DGI dans la suite de ce nouveau numéro.



CPA: ouverture d'un espace de services digitaux à Bab Ezzouar

Le Crédit Populaire d'Algérie (CPA) a procédé à l'inauguration de son troisième espace digital en libre-service, dans le cadre de la dématérialisation et l'amélioration des services de cette banque publique.

La cérémonie d'inauguration s'est déroulée mardi soir à la Cité 5 juillet près de l'agence de la banque à Bab Ezzouar, en présence du DG du CPA, Ali Kadri, du président du Conseil d'administration, Abdelkrim Mahtali, et de nombreux cadres.



Croissance: Le FMI prévoit une croissance de 3,6 % en 2023 pour l'Afrique subsaharienne

La croissance économique en Afrique subsaharienne ralentira à 3,6 % en 2023, puis accélérera à 4,2 % en 2024, a déclaré le Fonds monétaire international (FMI) dans son rapport sur les Perspectives de l'économie mondiale publié mardi.

Prévoyant une reprise difficile pour la plupart des économies mondiales en raison de l'impact de la pandémie de Covid-19 et les conflits régionaux, le FMI a estimé que pour les marchés émergents et les économies en développement, les perspectives économiques sont en moyenne plus fortes que pour les économies avancées, bien que ces perspectives varient plus largement d'une région à l'autre.



أول بنك عمومي جزائري يتحصل على الاعتماد بالخارج

تحصل "البنك الجزائري السنغالي" على الاعتماد من السلطات النقدية السنغالية، ليكون أول بنك عمومي جزائري يحصل على الترخيص للنشاط في الخارج، في انتظار فتح بنوك اخرى قريبا، حسبما كشف عنه رئيس مجلس إدارته و المدير العام للبنك الوطني الجزائري، محمد لمين ليو.



حزمة منتجات جديدة للصيرفة الإسلامية بالبنوك العمومية الأولى لتمويل الاستثمار وليس السيارات والتجهيزات الكهرومنزلية

تُطلق البنوك العمومية حزمة منتجات جديدة تتعلّق بالاستثمار ضمن صيغة الصيرفة الإسلامية بعد عيد الفطر، حيث تلقت المؤسسات المصرفية العمومية تعليمات صارمة بتوجيه اهتمامها بالدرجة الأولى لتمويل قطاع الأعمال والاستثمار، وعدم الاكتفاء بالمنتجات الاستهلاكية كالسيارات والتجهيزات الكهرومنزلية.



اعتماد أول بنك عمومي جزائري بالخارج

تحصل "البنك الجزائري السنغالي" على الاعتماد من السلطات النقدية السنغالية، ليكون أول بنك عمومي جزائري يحصل على الترخيص للنشاط في الخارج، في انتظار فتح بنوك أخرى قريبا.

قال المدير العام للبنك الوطني الجزائري، محمد لمين لبو، في تصريح لوكالة الأنباء الجزائرية، إنه "بتاريخ 11 أبريل تحصل البنك الجزائري السنغالي على الاعتماد من طرف السلطات السنغالية، حيث تم التوقيع عليه من طرف وزير المالية السنغالي، ليكون أول بنك عمومي جزائري بنسبة 100 بالمئة يحصل على الاعتماد في الخارج".



افتتاح فضاء خدمات رقمي للقرض الشعبي الجزائري بحي باب الزوار

افتتح القرض الشعبي الجزائري بالجزائر العاصمة، ثالث فضاء خدمات رقمية له. في إطار عصرنة خدمات هذا البنك العمومي وتحسين نوعيتها.

وتم تدشين هذا الفضاء سهرة أمس الثلاثاء بحي 05 جويلية بجوار وكالة البنك باب الزوار. بحضور المدير العام للقرض الشعبي الجزائري علي قادري. ورئيس مجلس إدارة البنك عبد الكريم محتالي، وعدد من الإطارات.



أول بنك عمومي جزائري يتحصل على الاعتماد بالخارج

تحصل "البنك الجزائري السنغالي" على الاعتماد من السلطات النقدية السنغالية، ليكون أول بنك عمومي جزائري يحصل على الترخيص للنشاط في الخارج، في انتظار فتح بنوك أخرى قريبا. حسبما كشف عنه رئيس مجلس إدارته والمدير العام للبنك الوطني الجزائري، محمد لمين لبو.



الضرائب.. تمديد أجل اكتابة التصريحات السنوية للنتائج والمداخيل

أعلنت المديرية العامة للضرائب، عن تمديد أجل اكتابة التصريحات السنوية للنتائج والمداخيل والوثائق الملحقة لهم إلى غاية 31 ماي.



أول بنك عمومي يتحصل على الاعتماد بالخارج

تحصل "البنك الجزائري السنغالي" على الاعتماد من السلطات النقدية السنغالية، ليكون أول بنك عمومي جزائري يحصل على الترخيص للنشاط في الخارج، في انتظار فتح بنوك أخرى قريبا، حسبما كشف عنه رئيس مجلس إدارته والمدير العام للبنك الوطني الجزائري، محمد لمين لبو.

■ Loin des règlements de comptes

La lutte contre la corruption se poursuit

L'Etat est déterminé à poursuivre la lutte contre la corruption, avait réaffirmé le Président Abdelmadjid Tebboune, lors de son entrevue périodique avec des représentants de médias nationaux, à la fin de l'année écoulée.

L'argent corrompeur, qu'il soit propre ou sale, est rejeté du processus électoral, avait-il rappelé. Dans l'administration aussi, la moralisation gagne du terrain, même s'il reste des mesures à prendre, avait-il fait constater, mais il y a beaucoup de changements dans les comportements, par crainte de la réaction du public et par peur de la répression exercée contre les agents coupables d'actes de corruption, pour ne laisser aucune place aux magouilleurs et celui qui continue dans le même sens, paiera pour ses actes.

Dans le même ordre d'idées, il avait affirmé que l'ère de l'investissement et des marchés publics comme vecteur de corruption est révolue. En même temps, le Président Tebboune a appelé les institutions de l'Etat à poursuivre la lutte contre toute forme de corruption, quelles qu'en soient les ramifications, en coordination avec les instances et pays concernés. Un commentaire de l'APS fait observer que «dans un passé pas très lointain, les scandales de corruption étaient ramassés à la pelle.

Cette période de malversations diverses, de fuite des capitaux, de trafics en tous genres et de collusion de l'oligarchie prédatrice avec certains hauts responsables, est désormais révolue». Il relève que «dans cette Algérie d'après-Hirak, les affaires de corruption ne sont plus monnaie courante, et cela, depuis l'année 2020.

Il y a évidemment quelques affaires ici et là sans, toutefois, atteindre un niveau inquiétant.



■ Le Président Tebboune a appelé les institutions de l'Etat à poursuivre la lutte contre toute forme de corruption, quelles qu'en soient les ramifications, en coordination avec les instances et pays concernés. (Photo : DR)

Même si l'Algérie n'a pas totalement extirpé la corruption, le phénomène est vraiment infini-tésimal.

Il y a une diminution très nette de la corruption. On sait que le président de la République a eu à souligner la nécessité de «consacrer la suprématie de la Loi et de placer la protection du citoyen en tête des priorités et au centre des préoccupations de l'Etat». Pour le Président Tebboune «la Justice est le seul et unique pouvoir habilité à se prononcer sur les affaires de corruption. Elle est la seule et unique source chargée de la mise en place, des mécanismes judiciaires de prévention de la société contre ce fléau». Le commentaire de l'APS rappelle que «dans un souci de protéger les cadres de la Nation, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a pris une batterie de décisions pour «dépenaliser» les erreurs de gestion».

«En revanche, poursuit le commentaire de l'APS, il n'y aura aucune circonstance atténuante à

un responsable qui s'en met plein les poches dans l'exercice de ses fonctions». Il cite le cas «de l'ex-ministre de la PME-PMI, Nassim Diafat, qui a usé et abusé de ses fonctions. Il est aujourd'hui entre les mains de la justice. L'épisode Diafat est la preuve de la fin de l'impunité.

«La gangrène est traitée immédiatement, elle ne doit pas se généraliser comme par le passé». L'APS a relevé que «l'affaire de la mise sous mandat de dépôt de l'ex-ministre Diafat a été une «aubaine» aux forces d'inertie qui ont investi la toile pour propager des fake-news dans un double objectif de montrer à l'opinion nationale et internationale qu'il y aurait quelque chose de pourrie dans la nouvelle Algérie. L'autre objectif de ces chapelles est de déstabiliser les cadres en créant un climat de peur et de suspicion». Pour l'APS, «il n'y a ni règlement de comptes, ni chasse aux sorcières», encore moins l'existence d'une liste de cadres en poste ou sans qui seraient

«sous contrôle judiciaire». Ceux qui rapportent ces fausses informations mettent le doigt dans une prise électrique. Car la réalité est toute autre. Sur des dizaines de milliers de cadres et de chefs d'entreprises que compte le pays, il n'y a que quelques dizaines qui sont sous les verrous pour des affaires de corruption.

Alors de grâce, laissons les cadres et les chefs d'entreprises contribuer activement à transformer l'Algérie.

«Il est vraiment inutile de se perdre dans la dédale des arrières-pensées des partisans du statu-quo». En fait, le combat contre la corruption qui doit se poursuivre, concerne les Algériennes et les Algériens, chacun à partir de son poste.

La Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, créée par l'article 204 de la Constitution en remplacement de l'ancienne Autorité nationale, est opérationnelle depuis plusieurs mois.

Lakhdar A.

CRISE ENTRE ALGER ET MADRID

130 000 sociétés espagnoles impactées

L'Espagne n'en finit pas de compter ses pertes sur le plan économique depuis la volte-face de son chef de gouvernement dans le dossier du Sahara occidental et la mise entre parenthèses décidée par l'Algérie du traité d'amitié et de bon voisinage qu'elle partage avec le royaume ibérique.

Entre l'Algérie et l'Espagne, jusqu'à il y a un an, les relations économiques et commerciales comptaient sans doute parmi les plus remarquables et remarquables de toutes celles qu'entretenaient les deux pays avec leurs partenaires respectifs en dehors des pays de l'Union européenne pour l'Espagne et les Chinois, Italiens et autres Français pour l'Algérie. Les relations entre les deux pays voisins de la Méditerranée n'étaient pas non plus les moins prospères de toutes celles que compte l'Algérie avec ses partenaires du monde entier, tout autant que l'Espagne avec les siens. Pour tout dire, à se fier aux tout derniers chiffres des échanges entre les deux pays,

exergue «les exportations espagnoles en direction de l'Algérie chutent fortement et de manière généralisée».

La même publication qui relève qu'au total ce sont 129 475 entreprises espagnoles qui ont cessé, l'année dernière, d'avoir des accords commerciaux avec l'Algérie. L'Espagne, devenue le premier partenaire commercial de l'Algérie depuis 2013 devant la France et l'Italie, a rappelé la publication. Pour donner une idée encore plus précise de l'écroulement des exportations ibériques vers l'Algérie, il faut savoir que la moyenne mensuelle des ventes d'opérateurs économiques espagnols à des clients d'Algérie est passée de 169 millions € entre



période, les importations espagnoles à partir de l'Algérie ont augmenté de 59% «du fait des prix de l'énergie», a expliqué le même secrétaire d'État avant de révéler que la conséquence de «la détérioration des relations hispano-algériennes s'est matérialisée par un déficit commercial qui a atteint 6,575 milliards d'€ en faveur de l'Algérie», rapporte le journal.

Eu égard à l'importance prise par le gaz algérien depuis le début de l'année en cours dans les importations globales de l'Espagne, il y a de quoi s'attendre que le déficit commercial atteigne une plus grande proportion. Si l'année dernière, les exportations algériennes de gaz à l'Espagne ont diminué de 35% par rapport à l'année d'avant, durant les deux premiers mois de 2023, l'Algérie a repris la première place des four-

Enagas, ce sont 8 545 Gigawattheures (GWh), soit 25% des importations totales du mois de janvier dernier que l'Espagne a importés d'Algérie. Suivent les États-Unis et le Nigeria avec respectivement 20,7% et 20,2%, des volumes de gaz reçus. Le premier rang des exportateurs de gaz à l'Espagne que l'Algérie a confirmé en février par les statistiques de la Corporation pour les réserves stratégiques de produits pétroliers espagnole (CORES) qui a annoncé que 24,2% du volume importé par l'Espagne provenait d'Algérie, 21,7% des États-Unis et 17,9% de Russie. En mars dernier, en revanche, selon des statistiques livrées il y a deux jours par la publication *El Periodico de la energia*, les États-Unis ont repris la première place des fournisseurs de gaz de l'Espagne en lui livrant par méthaniers 11 012

«En 2022, après les mesures restrictives appliquées par l'Algérie, nos exportations ont chuté fortement et de manière généralisée dans tous les secteurs.»

seul le domaine de l'énergie a échappé à l'affaiblissement de leurs relations commerciales. Un écroulement des échanges commerciaux, en défaveur de l'Espagne s'entend, comme le reflètent les près de 130 000 sociétés impactées directement par la crise entre les deux voisins des deux rives de la Méditerranée. Des entreprises qui avaient un lien commercial direct avec des partenaires algériens et qui, du jour au lendemain, se retrouvent à ne plus rien partager. Une situation de crise que reflète parfaitement l'état des lieux dressé par l'établissement public ICEX España Exportación e Inversiones, l'héritier depuis 2012 de l'ex-Institut espagnol du commerce extérieur, dont les statistiques ont été relayées par ABC, le grand quotidien de Madrid qui, pour donner le ton, met en

janvier et mai 2022, c'est-à-dire alors que tout se passait comme dans le meilleur des mondes entre les deux pays, à 10,8 millions € après que le chef de gouvernement eut tourné casaque pour porter un coup dans le dos des Sahraouis. «La dernière décennie avant la crise du Sahara occidental avait été un âge d'or entre les deux pays pour leurs intérêts commerciaux», n'a pas pu s'empêcher de rappeler le vieux quotidien madrilène auquel le secrétaire d'État au commerce du gouvernement Sanchez a confié : «En 2022, après les mesures restrictives appliquées par l'Algérie, nos exportations ont chuté fortement et de manière généralisée dans tous les secteurs. Le taux de déclin s'est accéléré à partir de juin 2022 pour atteindre 93% en décembre». Durant la même

«La détérioration des relations hispano-algériennes s'est matérialisée par un déficit commercial qui a atteint 6,575 milliards d'€ en faveur de l'Algérie.»

nisseurs de gaz à l'Espagne au détriment des États-Unis. Selon les statistiques d'Enagas, le principal opérateur espagnol de transport de gaz et gestionnaire du système gazier espagnol, l'Algérie a été en janvier dernier le premier fournisseur de gaz à l'Espagne, avec le quart des importations. Selon les chiffres publiés par

gigawattheures (GWh) soit 29,1% des besoins, l'Algérie venant tout juste derrière avec 9274 GWh qui se répartissent entre 6403 GWh par le gazoduc Medgaz et 2871 GWh de GNL, soit 24,5% des importations espagnoles du mois de mars dernier.

Azedine Maktour

DIRECTION DES IMPÔTS
**Les délais de
dépôt des bilans
annuels prorogés
au 31 mai**

La direction des impôts a annoncé la prorogation à travers un communiqué, jusqu'au 31 mai 2023, les délais de dépôt des bilans annuels des entreprises pour l'exercice 2022. Les contribuables disposent, ainsi, d'un mois supplémentaire pour accomplir leurs obligations de déclaration et le paiement aux services des impôts.

M.S

BANQUE DE DÉVELOPPEMENT LOCAL

Organisation de journées de sensibilisation et d'éducation financière

La Banque de développement local (BDL) organise, durant tout le mois de Ramadhan, au niveau de l'ensemble du territoire national, des journées de sensibilisation et «d'éducation financière» en direction du grand public visant à vulgariser les différentes



prestations bancaires en rapport avec l'inclusion financière, a indiqué un communiqué de cette banque publique. Lors de ces journées, l'accent a été mis sur les différentes formules de compte et de financement conformes aux préceptes de la charia, telles que «mourabaha véhicule», «mourabaha consommation», «ijara acquisitive» aux particuliers, a précisé la même source. Les produits digitaux de la BDL sont, aussi, à l'ordre du jour à travers la réalisation de simulation d'utilisation de l'application mobile de la BDL, Digitbdl, laquelle permet de réaliser des opérations bancaires à partir du smartphone, a ajouté le communiqué. Les chargés de l'animation des différents stands installés dans le cadre de cette opération ont constaté beaucoup d'intérêt chez les citoyens visiteurs, a fait savoir la BDL, assurant que «cette initiative représente pour eux, une possibilité de poser des questions, particulièrement celles ayant trait au paiement par internet, au dépôt d'argent en banque et même l'acquisition de logement». Ces journées de sensibilisation traduisent «la volonté de la BDL de poursuivre sa stratégie de rapprochement et de proximité avec les citoyens et de contribuer activement à l'inclusion financière et à l'essor de l'économie nationale», a-t-on souligné également de même source.

تقديم آجال اكتباب التصريجات لذي الضرائب

أعلنت المديرية العامة للضرائب، عن تقديم أجل اكتباب التصريجات السنوية للنتائج والمداخيل والوثائق الملحقة لهم إلى غاية 31 ماي المقبل، مشيرة في بيان لها إلى أن الأمر يتعلق



بسلسلة ج رقم 1، رقم 4، ورقم 11 المتعلقة بسنة 2022، حيث يهدف هذا الإجراء، حسبها، إلى السماح للمؤسسات بتأدية التزاماتهم الجبائية في أفضل الظروف.

**مديرية الضرائب تعلن :
تمديد أجل اكتاب
التصريحات السنوية
للنتائج والمداخيل**

أعلنت المديرية العامة للضرائب، عن تمديد أجل اكتاب التصريحات السنوية للنتائج والمداخيل والوثائق الملحقة لهم إلى غاية 31 ماي.

كما أشار بلاغ مديرية الضرائب، إلى أن الأمر يتعلق بـ«سلسلة ج رقم 1، رقم 4، ورقم 11 المتعلقة بسنة 2022». ويهدف هذا الإجراء إلى السماح للمؤسسات بتأدية التزاماتهم الجبائية في أفضل الظروف.

ق-و



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



MFINANCES CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger